

ENTENTE DE PRINCIPLE SUR
LA FUSION DE CERTAINES INSTITUTIONS PUBLIQUES
ET LA CRÉATION DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL
DU NUNAVIK

ENTENTE DE PRINCIPE SUR
LA FUSION DE CERTAINES INSTITUTIONS PUBLIQUES
ET LA CRÉATION DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL
DU NUNAVIK

Entre La **Société Makivik**, société dûment constituée en vertu de l'article 2 de la *Loi sur la Société Makivik* (L.R.Q., c. S-18.1), représentée par son président,

Ci-après appelée « Makivik »

et Le **Gouvernement du Québec**, représenté par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

Ci-après appelé « Québec »

et Le **Gouvernement du Canada**, représenté par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits,

Ci-après appelé « Canada »

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PRÉAMBULE	5
PARTIE I - PRINCIPES ET OBJECTIFS	6
1. Définitions	6
2. Objectifs	8
3. Principes prépondérants	8
4. Processus de négociation	11
PARTIE II - FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL ET STRUCTURE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU NUNAVIK	12
5. Fusion des institutions publiques	12
5.1 Portée de la fusion	12
5.2 Effets de la fusion	12
6. Gouvernement régional du Nunavik	13
6.1 Structure	13
6.2 Assemblée du Nunavik	13
6.3 Conseil exécutif	16
6.4 Conseils consultatifs	17
6.5 Comité bilatéral concernant la zone naskapie	18
6.6 Administration	20
7. Pouvoirs, responsabilités et statut juridique du gouvernement régional du Nunavik	21
8. Relations avec les gouvernements ainsi qu'avec les Premières Nations et les Inuits	22
8.1 Relations avec le gouvernement du Québec	22

8.2	Relations avec le gouvernement du Canada et avec les gouvernements provinciaux et territoriaux au Canada	23
8.3	Relations avec la Société Makivik	23
8.4	Relations avec les Premières Nations et les Inuits des régions avoisinantes au Canada	23
 PARTIE III – FINANCEMENT		 24
9.	Financement	24
 PARTIE IV – MISE EN ŒUVRE ET TRANSITION		 26
10.	Mise en œuvre et transition	26
10.1	Paramètres généraux	26
10.2	Plan de mise en œuvre	27
10.3	Comité de transition	27
10.4	Fusion	28
 PARTIE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES		 29
11.	Stratégie de consultation et de communication	29
11.1	Stratégie de consultation pour la période entre l'Entente de principe et l'Entente finale	29
11.2	Stratégie de communication pour la période entre l'Entente de principe et l'Entente finale	29
12.	Ratification et sanction	30
13.	Modification	31
14.	Interprétation	31
15.	Fin ou suspension	32
16.	Mécanisme de résolution des différends	32
 SIGNATURES		

PRÉAMBULE

Attendu que les négociations entreprises par le gouvernement du Québec en vue de conclure la présente Entente de principe s'inscrivent dans le cadre des ouvertures qu'il a manifestées à plusieurs occasions au fil des ans pour discuter de l'autonomie gouvernementale au Nunavik, notamment lors des déclarations faites à la Commission parlementaire sur les questions autochtones tenue en 1983 à l'Assemblée nationale du Québec;

Attendu que le gouvernement du Canada a participé à des discussions antérieures sur la création d'une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik et, qu'en accord avec sa politique en matière d'autonomie gouvernementale des Autochtones, il est disposé à négocier une entente pour la création d'un tel gouvernement;

Attendu que la Société Makivik, le Québec et le Canada reconnaissent qu'il est nécessaire de fusionner trois des institutions publiques existantes en une seule entité et de créer ainsi une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik;

Attendu que la Société Makivik, le Québec et le Canada ont signé à l'été 2003 l'« *Entente cadre de négociation sur la fusion de certaines institutions et la création d'une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik* » dans le but d'établir, comme première phase, un processus officiel pour négocier une Entente de principe et une Entente finale sur la fusion de l'Administration régionale Kativik, de la Commission scolaire Kativik et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, y compris leurs conseils d'administration et leurs conseils, ainsi que l'ensemble de leurs pouvoirs, responsabilités, rôles, fonctions, autorité, actifs, passifs, obligations, ressources et privilèges, en une seule Entité unifiée au Nunavik.

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

PARTIE I

PRINCIPES ET OBJECTIFS

1. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente de principe, les parties conviennent des définitions suivantes :

« Administration » désigne l'ensemble des services publics du gouvernement régional du Nunavik;

« ARK » désigne l'Administration régionale Kativik constituée en vertu de l'article 239 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1) conformément au chapitre 13 de la CBJNQ;

« Assemblée du Nunavik » désigne le corps politique élu du gouvernement régional du Nunavik;

« CBJNQ » désigne la Convention de la Baie-James et du Nord québécois;

« CNEQ » désigne la Convention du Nord-Est québécois;

« CRDK » désigne le Conseil régional de développement Katujiniq constitué en vertu de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38) conformément, selon son nom d'origine Conseil régional de développement Kativik, au chapitre 23 de la CBJNQ;

« CSK » désigne la Commission scolaire Kativik constituée en vertu de l'article 602 de la *Loi sur l'instruction publique pour les Autochtones cris, inuits et naskapis* (L.R.Q., c. I-14) conformément au chapitre 17 de la CBJNQ;

« Conseil exécutif » désigne le corps politique élu composé de cinq représentants responsables de l'Administration du gouvernement régional du Nunavik;

« Convention complémentaire » ou « Conventions complémentaires » désigne une entente ou des ententes qui modifient la Convention de la Baie-James et du Nord québécois;

« Date de fusion » désigne la date à laquelle l'ARK, la CSK et la RRSSSN cesseront d'exister et seront remplacées par le gouvernement régional du Nunavik conformément à une loi du Québec;

« Entente cadre » désigne l'entente intitulée « Entente cadre de négociation sur la fusion de certaines institutions et la création d'une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik » signée par la Société Makivik, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, relativement à un processus menant à la conclusion de la présente Entente de principe et d'une Entente finale et, ultérieurement, à une Entente supplémentaire;

« Entente de principe » désigne la présente entente qui vise à préparer la fusion de certaines institutions publiques existantes et la création du gouvernement régional du Nunavik. Elle vise également à identifier les principes de transferts financiers et de nouveaux régimes de financement à partir desquels les parties devront négocier l'Entente finale;

« Entente finale » désigne la version finale d'une entente conclue entre les parties et fondée sur l'Entente de principe, qui consiste à élaborer en détail la fusion de certaines institutions publiques existantes et la création du gouvernement régional du Nunavik. Elle vise également à jeter des bases qui serviront à la négociation d'une entente supplémentaire;

« Entente supplémentaire » désigne l'entente complémentaire à l'Entente finale qui pourrait conférer au gouvernement régional du Nunavik de nouveaux pouvoirs dans les domaines sous sa responsabilité, lesquels pourraient s'inspirer, en tout ou en partie, des recommandations contenues dans la publication intitulée « *Partageons* », résultant des travaux de la Commission du Nunavik;

« Gouvernement régional du Nunavik » désigne l'entité unifiée qui sera établie à la suite de la fusion de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN en vue de la création d'une nouvelle forme de gouvernement. Cette entité est composée de l'Assemblée du Nunavik, du Conseil exécutif ainsi que de l'Administration;

« Plan de mise en œuvre » désigne le plan énonçant les tâches, les obligations, les délais et les coûts associés à la mise en œuvre de l'Entente finale;

« RRSSSN » désigne la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik constituée en vertu de l'article 530.25 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), en remplacement de l'ancien Conseil régional Kativik de la santé et des services sociaux qui avait été créé conformément au chapitre 15 de la CBJNQ;

« Territoire » ou « Nunavik » désigne, pour les fins de la présente entente, la partie du territoire québécois située au nord du 55^e parallèle de latitude, à l'exception des terres de catégorie IA et IB des Cris de Poste-à-la-Baleine, telles que définies dans la CBJNQ, mais incluant les terres de catégorie IB-N des Naskapis, telles que définies dans la CNEQ.

2. OBJECTIFS

- 2.1 L'objectif de l'Entente de principe consiste à élaborer les principes pour préparer la fusion de certaines institutions publiques existantes en une seule entité unifiée et la création du gouvernement régional du Nunavik.
- 2.2 L'objectif de l'Entente finale consistera à élaborer en détail la fusion des institutions publiques existantes en une seule entité unifiée, à mettre sur pied le gouvernement régional du Nunavik et à jeter les bases qui serviront à la négociation d'une Entente supplémentaire.
- 2.3 L'objectif de la fusion consistera à simplifier et à optimiser l'utilisation des fonds publics et, lorsque possible, à réduire les coûts, tout en améliorant le fonctionnement administratif et la prestation des services.
- 2.4 L'objectif de l'Entente supplémentaire consistera à conférer, le cas échéant, au gouvernement régional du Nunavik de nouveaux pouvoirs, tels qu'ils pourraient être définis dans cette entente, et qu'ils pourraient s'inspirer en tout ou en partie, des recommandations contenues dans la publication intitulée « Partageons » résultant des travaux de la Commission de Nunavik.

3. PRINCIPES PRÉPONDÉRANTS

- 3.1 L'Entente finale et l'Entente supplémentaire devront respecter et prévoir, les principes suivants :
 - 3.1.1 Le gouvernement régional du Nunavik sera une institution publique ouverte à tous les résidents du Nunavik, notamment quant à l'accès aux services et à l'éligibilité aux charges et fonctions.
 - 3.1.2 La Charte canadienne des droits et libertés (Loi constitutionnelle de 1982, partie 1) et la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12) s'appliqueront au gouvernement régional du Nunavik.
 - 3.1.3 Le gouvernement régional du Nunavik relèvera de la compétence de l'Assemblée nationale du Québec et sera créé à la suite de modifications apportées à la CBJNQ et aux lois du Québec
 - 3.1.4 Le gouvernement régional du Nunavik respectera l'autorité de l'Assemblée nationale du Québec et celle du Parlement fédéral dans les matières fédérales. Rien ne doit préjudicier à la présence des institutions du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada sur le Territoire, sauf s'il en est prévu autrement dans l'Entente finale et dans l'Entente supplémentaire.

- 3.1.5 La création d'une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik devra être mise en œuvre à l'intérieur de la réalité économique et juridique qui prévaut au Québec et au Canada, et pourra également s'accompagner d'une approche progressiste et être innovatrice par nature afin de répondre à la notion d'une nouvelle forme de gouvernement relevant de la compétence de l'Assemblée nationale du Québec.
- 3.1.6 Le fonctionnement du gouvernement régional du Nunavik comprendra des règles de transparence et des mécanismes de reddition de comptes qui sont cohérents avec l'article 3.1.4. En ce sens, le gouvernement régional du Nunavik sera responsable devant les ministres concernés du Québec.
- 3.1.7 En tenant compte des ressources financières du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada, le gouvernement régional du Nunavik maintiendra et s'efforcera d'améliorer la qualité et le niveau général des services publics actuels fournis à la population du Nunavik. À cet effet, l'Administration du gouvernement régional du Nunavik devra être conçue de façon à maintenir cette qualité et ce niveau.
- 3.1.8 Rien dans l'Entente finale ne devra modifier ou ne devra être interprété comme modifiant les régimes relatifs aux terres, aux ressources naturelles, à la faune et à l'environnement établis en vertu de la CBJNQ et de la CNEQ.
- 3.1.9 Toute modification apportée à la CBJNQ en vue de l'établissement du gouvernement régional du Nunavik sera réalisée au moyen d'une ou de conventions complémentaires à la CBJNQ; les dispositions modifiées seront considérées comme partie intégrante de la CBJNQ.
- 3.1.10 À moins qu'il n'en soit prévu autrement à l'Entente finale, toute modification à la CBJNQ en vue d'établir le gouvernement régional du Nunavik n'affectera ou ne modifiera les droits, privilèges et avantages des Inuits prévus à la CBJNQ, n'y portera atteinte ou ne devra être interprété comme les affectant, les modifiant ou y portant atteinte.
- 3.1.11 L'Entente finale n'aura pas d'incidence sur les programmes, les services, le financement, les initiatives ou les engagements du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral qui s'appliquent, ou qui devraient normalement s'appliquer à la population et aux organismes du Nunavik sous réserve toutefois des critères établis de temps à autre pour la mise en application de tels programmes et de l'autorisation parlementaire de ceux-ci et de leur financement.

- 3.1.12 Rien dans l'Entente finale, dans toute Entente supplémentaire ainsi que dans toute modification à la CBJNQ découlant de l'Entente finale et de l'Entente supplémentaire ou pour les fins d'établissement du gouvernement régional du Nunavik, n'affectera, ne modifiera ou ne portera atteinte, ou ne devra être interprété comme affectant, modifiant ou portant atteinte à :
- a) tout droit, privilège et avantage des Cris en vertu de la CBJNQ ou en vertu de toute autre entente ou de tout autre engagement où le gouvernement du Québec ou celui du Canada constitue une partie;
 - b) toute juridiction, autorité et responsabilité de l'Administration régionale crie, de la Commission scolaire crie, du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, de toute bande crie, de tout gouvernement local cri ou de tout organisme cri prévu à la CBJNQ;
 - c) en outre, rien ne devra porter préjudice aux droits, privilèges et avantages énoncés aux paragraphes a) et b) ou ne devra être interprété comme les affectant, les modifiant ou y portant atteinte.
- 3.1.13 Rien dans l'Entente finale, dans toute Entente Supplémentaire ainsi que dans toute modification à la CBJNQ ou à la CNEQ découlant de l'Entente finale et de l'Entente supplémentaire pour les fins d'établissement du gouvernement régional du Nunavik n'affectera, ne modifiera ou ne portera atteinte ou ne devra être interprété comme affectant, modifiant ou portant atteinte aux droits, privilèges et avantages des Naskapis tel qu'établis dans la CBJNQ et la CNEQ ou en vertu de toute autre entente ou de tout autre engagement où le gouvernement du Québec ou celui du Canada constitue une partie.
- 3.1.14 À moins qu'il n'en soit prévu autrement dans l'Entente finale, cette dernière ne modifiera pas ou ne portera pas préjudice ou ne devra être interprétée comme modifiant ou portant préjudice aux droits et obligations de tierces parties, tels qu'établis en vertu de la CBJNQ de la CNEQ.
- 3.1.15 Rien dans l'Entente finale ne limitera ou ne devra être interprété comme limitant la portée ou la teneur des sujets de négociation d'une Entente supplémentaire.
- 3.1.16 Rien dans l'Entente finale ne portera préjudice ou ne devra être interprété comme portant préjudice au statut légal, aux droits et aux obligations de la Société Makivik.

- 3.1.17 À moins de disposition contraire dans l'Entente finale, le gouvernement régional du Nunavik exercera les pouvoirs détenus par l'ARK, la CSK et la RRSSSN.
- 3.1.18 Les lois du Québec et du Canada continueront de s'appliquer sur l'ensemble du Territoire.
- 3.1.19 Rien dans l'Entente finale ne modifiera ou ne devra être interprété comme modifiant la répartition des pouvoirs législatifs prévue à la Loi Constitutionnelle de 1867.
- 3.1.20 Rien dans l'Entente finale ne modifiera ou ne devra être interprété comme modifiant les rôles et les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec.
- 3.1.21 L'utilisation des langues au sein du gouvernement régional du Nunavik devra être conforme aux lois existantes, aux droits et aux obligations légales applicables à l'ARK, à la CSK et à la RRSSSN.
- 3.1.22 L'Administration du gouvernement régional du Nunavik devra être conçue de façon à conserver le plus possible l'expertise et les capacités de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN.

4. PROCESSUS DE NÉGOCIATION

- 4.1 Outre les négociations qui ont mené à l'Entente de principe, la première phase du processus de négociation comprendra les négociations en vue de la conclusion de l'Entente finale, ainsi que des négociations, de la consultation ou des discussions, selon le cas, concernant toutes autres questions ou ententes connexes, notamment la mise en œuvre, les modifications législatives et les dispositions financières requises.
- 4.2 La seconde phase du processus de négociations commencera le plus tôt possible après la Date de fusion. Cette seconde phase portera sur la négociation de l'Entente supplémentaire prévue à l'article 2.4.

PARTIE II

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL ET STRUCTURE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU NUNAVIK

5. FUSION DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

5.1 Portée de la fusion

- 5.1.1 L'Administration régionale Kativik (ARK), la Commission scolaire Kativik (CSK) et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN) seront fusionnées pour former le gouvernement régional du Nunavik.
- 5.1.2 La fusion de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN sera réalisée au moment déterminé par une loi du Québec, pour donner suite à une ou des conventions complémentaires à la CBJNQ.
- 5.1.3 Le gouvernement régional du Nunavik sera le successeur de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN et reprendra exclusivement, sur le Territoire, l'ensemble des pouvoirs, responsabilités, rôles, fonctions, actifs, passifs, obligations et ressources de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN.
- 5.1.4 À moins qu'il n'en soit prévu autrement à l'Entente finale, tous les règlements, ordonnances, arrêtés, décisions et procédures administratives de l'ARK, de la CSK, de la RRSSSN demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou autrement abrogés par le gouvernement régional du Nunavik ou le comité de transition prévu à l'article 10.3.1.

5.2 Effets de la fusion

- 5.2.1 Rien à l'Entente finale ne portera atteinte ou ne devra être interprété comme portant atteinte à l'existence juridique des institutions suivantes :
- les villages nordiques (VN);
 - les établissements hospitaliers Tulattavik et Inuulitsivik;
 - les Comités locaux d'éducation;
 - l'Office municipal d'habitation Kativik (OMHK);
 - le Conseil régional de développement Katutjinik (CRDK).

À moins de disposition contraire à l'Entente finale, la relation administrative et structurelle qui existe entre les institutions énumérées ci-dessus et le gouvernement régional du Nunavik sera de même nature que la relation qui prévalait entre ces institutions, l'ARK, la CSK et la RSSSN avant la fusion.

La relation entre le gouvernement régional du Nunavik et les institutions énumérées ci-dessus sera déterminée à l'Entente finale.

5.2.2 Les institutions suivantes, sous réserve de leur accord, seront consultées à titre d'organismes consultatifs spéciaux de l'Assemblée du Nunavik :

- Institut culturel Avataq;
- Taqramiut Nipingat inc.;
- Association Saputiit des jeunes du Nunavik;
- Comités locaux d'éducation.

5.2.3 Les organismes consultatifs spéciaux pourront prêter conseil à l'Assemblée du Nunavik, au gouvernement régional du Nunavik et au Conseil exécutif dans leurs domaines respectifs.

Les organismes consultatifs spéciaux auront les pouvoirs et les privilèges d'un conseil consultatif prévu aux articles 6.4.1 à 6.4.6 inclusivement.

6. GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU NUNAVIK

6.1 Structure

Le gouvernement régional du Nunavik sera composé :

- de représentants élus constituant l'Assemblée du Nunavik qui forme l'instance décisionnelle;
- de représentants élus constituant le Conseil exécutif, dont les membres sont aussi membres de l'Assemblée du Nunavik et dont le mandat consiste à appliquer les décisions de l'Assemblée du Nunavik;
- de l'Administration regroupant les administrations des organismes fusionnés, et qui relève du Conseil exécutif.

6.2 Assemblée du Nunavik

6.2.1 L'Assemblée du Nunavik remplacera le conseil régional de l'ARK, le conseil des commissaires de la CSK et le conseil d'administration de la RSSSN.

L'Assemblée du Nunavik assumera et exercera tous leurs pouvoirs, responsabilités, fonctions, mandats, autorité, privilèges, tâches, actifs et passifs.

6.2.2 L'Assemblée du Nunavik sera composée d'au moins 21 membres, dont :

- un représentant provenant des circonscriptions électorales pour chacune des communautés du Nunavik, élu par les résidents de chaque circonscription;
- un représentant supplémentaire pour chaque circonscription dont la population est de plus de 2 000 habitants, élu par les résidents d'une telle circonscription;
- cinq représentants élus par tous les résidents du Territoire, qui siègeront sur le Conseil exécutif;
- un représentant des Naskapis.

6.2.3 Malgré les articles 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7, le Chef de la nation naskapie est d'office le représentant de la nation naskapie à l'Assemblée du Nunavik.

6.2.4 Les règles et les procédures nécessaires pour la première élection de l'Assemblée du Nunavik seront établies dans l'Entente finale sur proposition du Directeur général des élections du Québec. Elles comprendront notamment les éléments suivants :

- description des circonscriptions électorales;
- règles concernant l'éligibilité des électeurs;
- règles concernant l'éligibilité des candidats;
- liste électorale;
- organisation et processus de votation;
- règles concernant le financement des campagnes électorales et le contrôle des dépenses électorales;
- règles concernant la contestation de l'élection et d'éventuelles infractions;
- règles en cas d'égalité des votes;
- règles sur le vote des électeurs résidant temporairement à l'extérieur du territoire;
- règles sur le vote par anticipation.

6.2.5 La première élection de l'Assemblée du Nunavik sera tenue avant la Date de fusion de la manière prévue à l'Entente finale.

6.2.6 Les élections seront soumises à des règles et des normes reconnues par le Québec. Les élections générales des membres de l'Assemblée du Nunavik auront lieu tous les trois ans jusqu'à ce que l'Assemblée du Nunavik en décide autrement.

Toute vacance sera comblée au moyen d'une élection partielle s'il reste plus de six mois avant la date de la prochaine élection générale.

6.2.7 La première élection générale des membres de l'Assemblée du Nunavik sera tenue avec l'aide et suivant les conseils du Directeur général des élections du Québec, sous réserve d'un mandat à lui être confié par l'Assemblée nationale du Québec.

6.2.8 L'Assemblée du Nunavik tiendra au moins quatre réunions par année dans les bureaux du gouvernement régional du Nunavik ou dans toute municipalité du Nunavik de son choix. La première séance de l'Assemblée du Nunavik aura lieu dans le mois suivant la date de fusion.

6.2.9 Toutes les séances de l'Assemblée du Nunavik seront publiques.

6.2.10 Le quorum pour une séance de l'Assemblée du Nunavik, lors de ses séances, sera établi à la majorité des membres du Conseil exécutif et au moins à 50 % des membres élus dans les circonscriptions électorales.

Les décisions seront prises à la majorité des voix.

6.2.11 L'Assemblée du Nunavik pourra mettre sur pied et mandater des comités permanents ou temporaires.

6.2.12 Dès son élection, l'Assemblée du Nunavik devra désigner, parmi ses membres, une personne qui agira à titre de président de l'Assemblée du Nunavik et qui s'acquittera du rôle et des responsabilités inhérents à ce titre. Ce rôle et ces responsabilités seront déterminés à l'Entente finale. Les membres élus qui siègent à des postes du Conseil exécutif ne seront pas éligibles au poste de président de l'Assemblée du Nunavik.

6.3 Conseil exécutif

6.3.1 Le Conseil exécutif appliquera les décisions de l'Assemblée du Nunavik et administrera les affaires du gouvernement régional du Nunavik. En particulier, il aura la responsabilité de prendre des mesures spécifiques afin de veiller à ce que toutes les dépenses du gouvernement régional du Nunavik aient un lien direct avec les décisions budgétaires de l'Assemblée du Nunavik et de s'assurer que le gouvernement dispose des fonds nécessaires pour couvrir les dépenses. En plus des fonctions qui seront déterminées à l'Entente finale, le Conseil exécutif remplacera le comité administratif de l'ARK, le comité exécutif de la CSK et le comité exécutif de la RRSSSN.

6.3.2 Le Conseil exécutif sera composé de cinq membres élus.

Ces élus seront aussi membres de l'Assemblée du Nunavik.

Un de ces cinq membres élus, le sera spécifiquement à titre de Leader du Conseil exécutif.

Les membres du Conseil exécutif seront élus de la façon suivante :

- la personne obtenant le plus grand nombre de voix parmi les candidats au poste de Leader du Conseil exécutif;
- les quatre personnes obtenant le plus grand nombre de voix parmi les candidats aux autres postes du Conseil exécutif.

6.3.3 Les membres du Conseil exécutif seront assermentés à la première séance de l'Assemblée du Nunavik.

6.3.4 Le président de l'Assemblée du Nunavik, à la séance de l'Assemblée du Nunavik suivant une élection générale devra reconnaître le membre élu en tant que Leader du Conseil exécutif, et devra l'inviter à recommander l'attribution, aux membres du Conseil exécutif, des tâches, des titres et de la responsabilité d'un ou des départements de l'Administration.

Plusieurs domaines de responsabilité peuvent être assignés à un membre du Conseil exécutif et le Leader du Conseil exécutif peut également s'assigner lui-même un domaine de responsabilité.

Chaque membre du Conseil exécutif est responsable d'un ou plusieurs départements de l'Administration. Le Leader est responsable du Secrétariat général.

6.3.5 La recommandation mentionnée à l'article 6.3.4 devra être approuvée et entrera en vigueur par une décision de l'Assemblée du Nunavik.

Dans l'éventualité où la recommandation est rejetée par l'Assemblée du Nunavik, le Leader du Conseil exécutif sera autorisé à en soumettre une nouvelle selon la même procédure.

6.3.6 Le Leader du Conseil exécutif pourra, de temps à autre, formuler une recommandation pour réaffecter les tâches et responsabilités entre les membres du Conseil exécutif. Une telle recommandation devra être approuvée et entrera en vigueur par une décision de l'Assemblée du Nunavik.

6.3.7 En cas de vacance à l'un ou l'autre des postes du Conseil exécutif, le leader du Conseil exécutif pourra recommander la nomination d'un remplaçant temporaire parmi les autres membres de l'Assemblée du Nunavik pour une période n'excédant pas six mois ou jusqu'à ce que le poste vacant soit comblé par une élection partielle. Une telle recommandation devra être approuvée et entrera en vigueur par une décision de l'Assemblée du Nunavik.

6.3.8 Le quorum pour une séance du Conseil exécutif sera établi à la majorité de ses membres et devra inclure la présence du Leader du Conseil exécutif. Toutes les décisions seront adoptées à la majorité des voix.

6.3.9 Le Conseil exécutif préparera l'ordre du jour des séances de l'Assemblée du Nunavik.

6.3.10 Les membres du Conseil exécutif seront habilités à soumettre des sujets à l'Assemblée du Nunavik, à répondre aux questions et à débattre des affaires qui relèvent de leur domaine de responsabilité.

6.3.11 Le Leader du Conseil exécutif convoquera, présidera et établira l'ordre du jour des séances du Conseil exécutif.

6.3.12 Les postes du Conseil exécutif seront des postes à temps plein pour la durée de leur mandat et seront décrits en accord avec les lignes directrices élaborées au plan de mise en œuvre.

6.4 Conseils consultatifs

6.4.1 Les conseils consultatifs suivants seront mis sur pied et demeureront en fonction au moins trois ans après la création de l'Assemblée du Nunavik :

- conseil consultatif de la santé et des services sociaux;
- conseil consultatif de l'éducation;

- conseil consultatif du logement social;
- conseil consultatif des aînés.

Ces conseils consultatifs relèveront de l'Assemblée du Nunavik.

- 6.4.2 À la demande de l'Assemblée du Nunavik, les conseils consultatifs pourront évaluer et examiner toute question qui leur sera soumise et pourront procéder à un examen et formuler des recommandations à cet égard.
- 6.4.3 Les conseils consultatifs devront soumettre officiellement leurs questions ou leurs recommandations à l'Assemblée du Nunavik.
- 6.4.4 Chaque conseil consultatif se réunira au moins deux fois par année. Ses rôles et ses fonctions seront décrits à l'Entente finale.
- 6.4.5 Les membres de chaque conseil consultatif devront désigner un président et établir leurs règles et leurs procédures de fonctionnement interne pour leur conseil consultatif. Le quorum pour la tenue d'une réunion d'un conseil consultatif sera de 60 % de ses membres. En outre, toute décision d'un conseil consultatif devra être adoptée à la majorité des voix.
- 6.4.6 Trois ans après la création de l'Assemblée du Nunavik, celle-ci pourra, à sa discrétion, décider de prolonger, de modifier ou de mettre fin au mandat de tout conseil consultatif. Elle pourra également revoir leur structure, leur raison d'être, leurs règles et leurs procédures applicables.

6.5 Comité bilatéral concernant la zone naskapie

- 6.5.1 Un comité de nature permanente, ci-après appelé le « Comité bilatéral », pourra être mis sur pied à l'Entente finale.

Le Comité bilatéral pourra examiner certains sujets relatifs à la partie du territoire, ci-après appelée la « zone naskapie », située au nord du 55^e parallèle et incluse dans la Zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapis, telle que définie à l'article 27 de l'annexe 4 de la Convention complémentaire no 1 de la CBJNQ.

- 6.5.2 Le Comité bilatéral pourra être composé de trois membres nommés par le gouvernement régional du Nunavik, de trois membres nommés par la Nation naskapie de Kawawachikamach et d'un président nommé par le Québec, dont la nomination sera acceptable pour le gouvernement régional du Nunavik et pour la Nation naskapie de Kawawachikamach.

6.5.3 Les membres du Comité bilatéral pourront être nommés et remplacés, à l'occasion, à la discrétion de la partie concernée.

6.5.4 Le quorum du Comité bilatéral devrait être de 50 % au moins de ses membres et ce quorum pourrait comprendre un nombre égal de membres nommés par le gouvernement régional du Nunavik et la Nation naskapie de Kawawachikamach. Les décisions de ce comité seraient prises à la majorité des voix.

6.5.5 L'Entente finale devrait prévoir en détail la capacité du Comité bilatéral :

- de réviser et d'intervenir dans les décisions du gouvernement régional du Nunavik concernant des sujets de nature semblable à ceux mentionnés dans la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1), tels l'environnement, les ressources et l'aménagement du territoire, et
- de faire des recommandations, en consultation avec le gouvernement régional du Nunavik, sur les noms des lieux à la Commission de toponymie du Québec

concernant la zone naskapie.

6.5.6 Le Comité bilatéral pourrait choisir de tenir ses rencontres aux bureaux du gouvernement régional du Nunavik ou de la Nation naskapie de Kawawachikamach.

6.5.7 Les dépenses relatives au Comité bilatéral devraient faire l'objet de futures discussions et tout accord fera partie de l'Entente finale.

6.5.8 Les Parties inviteront la Nation naskapie de Kawawachikamach à participer à un groupe de travail conjoint pour :

- discuter des sujets identifiés au chapitre 6.5;
- discuter de la pertinence, de la portée et de la nature du rôle, ainsi que du processus de sélection du représentant naskapi à l'Assemblée du Nunavik;
- demander l'avis des Naskapis sur la portée et les objectifs des négociations menant à l'Entente finale ainsi qu'à toute entente supplémentaire.

6.6 Administration

6.6.1 Paramètres généraux

6.6.1.1 L'Administration du gouvernement régional du Nunavik remplacera les administrations de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN.

6.6.1.2 Les gestionnaires, les cadres supérieurs et le personnel de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN participeront à l'élaboration des recommandations sur l'organisation de l'Administration du gouvernement régional du Nunavik.

6.6.2 Départements

6.6.2.1 L'Administration du gouvernement régional du Nunavik comprendra les départements suivants :

- Le Département de la Santé et des Services sociaux, lequel regroupera la structure administrative de la RRSSSN, à l'exception de son administration centrale;
- Le Département de l'Éducation, lequel regroupera la structure administrative de la CSK, à l'exception de son administration centrale;
- Le Département des Affaires locales et régionales, lequel regroupera la structure administrative de l'ARK, à l'exception de son administration centrale;
- Le Département de l'Administration centrale et des Finances, lequel regroupera l'administration des ressources humaines, financières et matérielles de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN;
- Le Secrétariat général lequel sera responsable du soutien administratif du Conseil exécutif et, sous son autorité, du soutien administratif à l'Assemblée du Nunavik, de la liaison et de la coordination entre les départements, des affaires juridiques, du greffe, des relations avec les gouvernements et des affaires circumpolaires;
- Le Secrétariat du Trésor lequel apportera son soutien au Conseil exécutif en vue de la préparation du budget et du respect de celui en cours d'année, et conseillera le Conseil exécutif dans les décisions que celui-ci pourra prendre sur la gestion des ressources financières et toute réorientation budgétaire en cours d'année.

6.6.2.2 Sous réserve de ses pouvoirs, le gouvernement régional du Nunavik pourra déterminer la structure interne et l'étendue des activités, ainsi que les opérations et les responsabilités des départements et du Secrétariat général.

Toutefois, les départements devront demeurer tels qu'ils sont décrits à l'article 6.6.2.1 pendant une période d'une année suivant la Date de fusion.

6.6.3 Haute direction

6.6.3.1 Le gouvernement régional du Nunavik devra instituer un poste de Secrétaire général qui relèvera du Conseil exécutif, ci-après le Secrétaire général.

6.6.3.2 Sauf disposition contraire à l'Entente finale, le Secrétaire général assumera l'ensemble des obligations ou des devoirs légaux inhérents aux postes de direction les plus élevés de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN et disposera de l'autorité nécessaire pour déléguer toute obligation ou devoir légal au directeur général approprié. De plus, le Secrétaire général dirigera le Secrétariat général.

6.6.3.3 Le Secrétaire général devra nommer un directeur général responsable de chaque département du gouvernement régional du Nunavik.

6.6.4 Principales composantes de fonctionnement du cadre financier

6.6.4.1 L'année financière du gouvernement régional du Nunavik couvrira la période du 1^{er} avril jusqu'au 31 mars de chaque année.

6.6.4.2 Dans le cadre de l'harmonisation à effectuer, le gouvernement régional du Nunavik héritera des composantes, engagements et processus financiers de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN, incluant notamment le budget, les états financiers, la vérification, les surplus et déficits, les actifs et les passifs. L'Entente finale indiquera en détail ces dispositions harmonisées.

6.6.4.3 Le gouvernement régional du Nunavik sera imputable devant les résidents du Nunavik, conformément aux principes et aux pratiques de reddition de comptes généralement reconnus dans le secteur public au Québec.

7. POUVOIRS, RESPONSABILITÉS ET STATUT JURIDIQUE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU NUNAVIK

7.1 Tous les pouvoirs et responsabilités actuels de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN devront être transférés au gouvernement régional du Nunavik et, ces pouvoirs et responsabilités, seront détaillés à l'Entente finale.

- 7.2 Le gouvernement régional du Nunavik sera une entité juridique ayant la capacité légale d'une personne morale de droit public. Il aura notamment le pouvoir de :
- négocier et signer des contrats, conclure des ententes ou toute forme d'accord;
 - acheter, acquérir, louer ou se départir de tout immeuble, propriété, équipement ou bien;
 - amasser des fonds, émettre des obligations, effectuer des investissements et des dépenses ainsi que contracter des emprunts;
 - ester en justice.

7.3 Le cas échéant, les parties détermineront à l'Entente finale les privilèges et immunités qui s'appliqueront à l'Assemblée du Nunavik et qui devront être basés sur les privilèges et les immunités qui existent actuellement dans les institutions publiques du Nunavik.

7.4 Conventions collectives

7.4.1 Sous réserve de l'article 7.4.2, le gouvernement régional du Nunavik sera responsable de la négociation des conventions collectives liant actuellement l'ARK, la CSK et la RRSSSN.

7.4.2 Sous réserve des politiques et lois applicables au Québec, les négociations des conventions collectives pour l'ensemble de la province qui sont applicables aux employés du gouvernement régional du Nunavik couverts par ces conventions habituellement conclues par le gouvernement du Québec demeureront sous la responsabilité du gouvernement du Québec ou des autorités appropriées. De nouveaux arrangements pourront être pris avec la pleine implication du Québec et des syndicats concernés, en vue d'accroître le rôle du gouvernement régional du Nunavik.

7.4.3 Les droits et obligations du gouvernement régional du Nunavik en tant qu'employeur devront être définis à l'Entente finale et certaines lois pourront être modifiées en conséquence.

8. RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS AINSI QU'AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS

8.1 Relations avec le gouvernement du Québec

8.1.1 Un ministre du gouvernement du Québec sera responsable de la relation générale entre le gouvernement régional du Nunavik et le gouvernement du Québec.

8.1.2 Le gouvernement régional du Nunavik devra maintenir également une relation similaire à celles qu'entretiennent l'ARK, la CSK et la RRSSN, avec les ministres du gouvernement du Québec dans les matières qui relèvent de leur compétence respective.

8.2 Relations avec le gouvernement du Canada et avec les gouvernements provinciaux et territoriaux au Canada

Les ententes entre le gouvernement régional du Nunavik et le gouvernement du Canada ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et territoriaux au Canada devront être conclues suivant les mécanismes intergouvernementaux actuels qui seront indiqués à l'Entente finale, et ce en conformité avec l'article 3.1.3.

8.3 Relations avec la Société Makivik

La relation existant entre la Société Makivik et l'ARK, la CSK et la RRSSN sera maintenue entre la Société Makivik et le gouvernement régional du Nunavik.

8.4 Relations avec les Premières Nations et les Inuits des régions avoisinantes au Canada

8.4.1 Le gouvernement régional du Nunavik pourra amorcer des discussions avec les organismes des Premières Nations et des Inuits des régions avoisinantes au Canada sur les questions d'intérêt commun.

8.4.2 Concernant la nation crie :

- a) Le consentement du Grand Conseil des Crie (Eeyou Istchee)/Administration régionale crie sera nécessaire pour toute modification au gouvernement régional du Nunavik qui s'applique ou qui affecte les terres crie de catégorie II telles que définies à la CBJNQ et situées au nord du 55^e parallèle.
- b) Les parties consulteront le Grand Conseil des Crie (Eeyou Istchee)/Administration régionale crie sur le texte de l'Entente finale et de toute Entente Supplémentaire avant de conclure de telles ententes.
- c) Le Grand Conseil des Crie (Eeyou Istchee)/Administration régionale crie devra être consulté par le gouvernement régional du Nunavik avant de nommer ou de modifier le nom de tout endroit situé au nord du 55^e parallèle et où les Crie ont des droits, des privilèges ou des intérêts en matière de chasse, pêche, piégeage et cueillette.

PARTIE III

FINANCEMENT

9. FINANCEMENT

- 9.1 Le gouvernement régional du Nunavik, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada travailleront de concert afin d'atteindre l'objectif de mettre en place de nouveaux régimes de financement adaptés à la situation du gouvernement régional du Nunavik et, lorsqu'approprié, l'élaboration d'ententes de financement global pour les programmes et services récurrents.
- 9.2 La mise en place de nouveaux régimes de financement comprendra l'ensemble des accords de transferts et arrangements financiers en vigueur avec l'ARK, la CSK et la RRSSSN au moment de la fusion, incluant les services en nature tels du personnel, de la formation ou du matériel offerts actuellement par le gouvernement du Québec et/ou le gouvernement du Canada.
- 9.3 Après la Date de fusion, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada achemineront directement au gouvernement régional du Nunavik l'ensemble des fonds de transfert destinés à l'ARK, la CSK et la RRSSSN, sauf les transferts mentionnés à l'article 9.4. Les transferts financiers directs du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec en matière d'éducation continueront de s'appliquer conformément à la CBJNQ et en tenant compte de l'article 9.6.
- 9.4 Les transferts financiers directs du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec en matière d'habitation continueront de s'appliquer conformément aux ententes actuelles et en tenant compte de l'article 9.6. Le financement fédéral et provincial inclus dans des ententes tripartites dans le cadre de la CBJNQ continueront de s'appliquer dans l'esprit des ententes actuelles et en tenant compte de l'article 9.6.
- 9.5 Les transferts financiers relatifs au fonctionnement, à l'administration, aux fonctions des conseils d'administration et des conseils de direction de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN devront être consolidés pour financer le coût de la structure administrative et de direction du gouvernement régional du Nunavik.
- 9.6 Toute économie d'échelle réalisée par la création du gouvernement régional du Nunavik devra être utilisée pour accroître le financement des services offerts à la population.

- 9.7 Les montants de financement requis aux fins de la mise sur pied des nouveaux régimes de financement sont sujets à l'adoption des crédits par l'Assemblée nationale du Québec et, pour les affaires fédérales, par le Parlement du Canada.
- 9.8 Les ententes de transfert financier incluront des normes et des objectifs en matière de programmes et de prestation de services ainsi que des dispositions sur la reddition de comptes envers le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada quant aux fonds fournis.
- 9.9 Les transferts financiers associés à l'ARK, sous réserve des accords de financement appropriés et des obligations juridiques qui y sont reliées, seront utilisés exclusivement pour financer le fonctionnement, l'administration et la prestation des services fournis par le département des Affaires locales et régionales. Ceci ne portera pas atteinte au pouvoir discrétionnaire du gouvernement régional du Nunavik de prendre des décisions dans l'esprit de cette entente de principe.
- 9.10 Les transferts financiers associés à la CSK, sous réserve des accords de financement appropriés et des obligations juridiques qui y sont reliées, seront utilisés exclusivement pour financer le fonctionnement, l'administration et la prestation des services fournis par le département de l'Éducation. Ceci ne portera pas atteinte au pouvoir discrétionnaire du gouvernement régional du Nunavik de prendre des décisions dans l'esprit de cette entente de principe.
- 9.11 Les transferts financiers associés à la RRSSSN, sous réserve des accords de financement appropriés et des obligations juridiques qui y sont reliées, seront utilisés exclusivement pour financer le fonctionnement, l'administration et la prestation des services fournis par le département de la Santé et des Services sociaux. Ceci ne portera pas atteinte au pouvoir discrétionnaire du gouvernement régional du Nunavik de prendre des décisions dans l'esprit de cette entente de principe.
- 9.12 L'Entente finale établira un mécanisme de révision périodique des régimes de financement.

PARTIE IV

MISE EN ŒUVRE ET TRANSITION

10. MISE EN ŒUVRE ET TRANSITION

10.1 Paramètres généraux

10.1.1 La mise en œuvre et la transition viseront à favoriser la fusion ordonnée de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN au sein du gouvernement régional du Nunavik en déterminant les tâches, les responsabilités, les échéances ainsi que les coûts et les économies d'échelle rattachés à la mise en œuvre de l'Entente finale.

10.1.2 Un comité sera mis sur pied afin de faciliter la mise en œuvre et la transition, ci-après le « comité de transition ».

10.1.3 Un plan de mise en œuvre devra être élaboré et convenu entre les parties.

10.1.4 Toute modification à la CBJNQ devra, en autant que possible, être réalisée au moyen d'une seule Convention complémentaire.

10.1.5 Immédiatement après la signature de l'Entente de principe, les parties conviennent d'élaborer une convention complémentaire à la CBJNQ et d'entreprendre les travaux afin de faciliter l'élaboration de la législation requise.

10.1.6 Après la signature de l'Entente finale, le Québec s'engage à soumettre à l'Assemblée nationale du Québec la législation nécessaire créant le Comité de transition et le gouvernement régional du Nunavik.

L'ensemble des lois du Québec qui concernent l'ARK, la CSK et la RRSSSN seront modifiées en conséquence.

10.1.7 Le gouvernement régional du Nunavik devra respecter les conventions collectives en vigueur. Le gouvernement régional du Nunavik devra respecter également les accréditations syndicales actuelles pour une durée qui sera déterminée à l'Entente finale.

Toutefois, les conditions de travail des employés du Secrétariat général seront établies par le gouvernement régional du Nunavik selon un processus à être identifié à l'Entente finale.

10.2 Plan de mise en œuvre

10.2.1 Le plan de mise en œuvre mentionné à l'article 10.1.3 inclura notamment les éléments suivants :

- l'identification et la description des activités de démarrage/transition et des activités permanentes requises pour mettre en œuvre l'Entente finale et pour mettre sur pied le gouvernement régional du Nunavik;
- l'échéancier requis pour compléter chacune des activités, en tenant compte de la nécessité d'achever certaines activités avant la Date de fusion;
- la responsabilité et le rôle de chaque partie;
- le coût prévu des activités de démarrage/transition et des activités permanentes, y compris la rémunération des membres de l'Assemblée du Nunavik;
- une stratégie de formation;
- l'identification des options de financement et une prévision des coûts;
- l'identification des économies d'échelle et des autres économies liées à la fusion;
- un budget de transition incluant les coûts et les économies de transition;
- un processus pour harmoniser les conditions de travail;
- toute autre tâche relative à la mise en œuvre de l'Entente finale requise par la table de négociation principale.

10.2.2 Le plan de mise en œuvre sera joint à l'Entente finale, mais n'en fera pas partie.

10.3 Comité de transition

10.3.1 Le comité de transition sera créé par une loi du Québec qui prévoira notamment ses pouvoirs, ses responsabilités et la durée de son mandat.

10.3.2 Sur recommandation des parties à l'Entente finale, le Québec nommera les membres du comité de transition.

10.3.3 Le comité de transition participera, avec les administrateurs et les employés de l'ARK, de la CSK et de la RRSSN à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition des trois organismes actuels vers le gouvernement régional du Nunavik.

10.4 Fusion

- 10.4.1 À la Date de fusion, l'ARK, la CSK et la RRSSSN cesseront formellement d'exister et seront remplacées par le gouvernement régional du Nunavik.
- 10.4.2 Immédiatement après la Date de fusion et dans la suite des travaux du Comité de transition, le Secrétaire général mettra sur pied une Direction de la transition qui sera dotée d'un mandat pour informer l'Assemblée du Nunavik et le Conseil exécutif pendant la période de transition. La Direction de la transition sera une unité administrative temporaire composée de gestionnaires responsables des différents services de soutien administratif. Elle formulera des recommandations détaillées dans les trois mois suivant la fusion et l'harmonisation de leurs services, fonctions, politiques, procédures, ressources humaines et autres, respectifs. À cet effet, la Direction de la transition travaillera en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec.
- 10.4.3 Le Secrétaire général est d'office membre de la Direction de la transition.
- 10.4.4 La Direction de la transition soumettra ses recommandations au Secrétaire général, qui les acheminera au Conseil exécutif et les soumettra à la prochaine séance de l'Assemblée du Nunavik pour fins d'étude et d'approbation.
- 10.4.5 Dans l'éventualité où la Direction de la transition ne parvient pas à soumettre une série de recommandations détaillées, le Secrétaire général élaborera ou fera élaborer les recommandations nécessaires et les soumettra selon la même procédure.
- 10.4.6 Après la Date de fusion, le gouvernement régional du Nunavik prendra en charge les responsabilités et les pouvoirs du comité de transition et la Direction de la transition complétera les activités de transition.

PARTIE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11. STRATÉGIE DE CONSULTATION ET DE COMMUNICATION

11.1 Stratégie de consultation pour la période entre l'Entente de principe et l'Entente finale

11.1.1 Il incombera aux parties de tenir leurs autorités internes respectives informées de l'état d'avancement des négociations et de les consulter sur les questions faisant l'objet de négociations.

11.1.2 Les parties coordonneront leur approche générale et leurs échéanciers à l'égard des initiatives et des activités déployées en réponse à l'article 11.1.1.

11.1.3 Les parties conviennent de répondre conjointement aux demandes des groupes ou des organismes autochtones et non autochtones qui expriment un intérêt à l'égard de la nature et l'état d'avancement des négociations menant à l'Entente finale.

11.1.4 Les parties doivent communiquer conjointement la nature et l'état d'avancement des négociations menant à l'Entente finale aux groupes autochtones qui ont des droits prévus dans la CBJNQ et la CNEQ sur le Territoire décrit dans l'Entente de principe. En outre, les parties devront maintenir un mécanisme conjoint, qui pourra comprendre des réunions techniques, pour connaître le point de vue de ces groupes autochtones.

11.1.5 Outre les obligations prévues à l'article 11.1.4, les parties devront communiquer conjointement au Grand Conseil des Cris, l'information relative à la portée et aux objectifs de la première phase des négociations menant à l'Entente finale.

11.2 Stratégie de communication pour la période entre l'Entente de principe et l'Entente finale

11.2.1 Les parties conviennent d'élaborer et de maintenir un processus continu de communication de l'information à l'intention de la population et des organismes concernés au Nunavik et, au besoin, au Québec ou au Canada. Plus particulièrement, les parties conviennent :

- d'émettre conjointement des déclarations publiques ou des communiqués de presse sur la nature et l'état d'avancement des négociations menant à l'Entente finale;
- de préparer conjointement et au besoin, pour distribution, des documents et de l'information concernant la nature et l'état d'avancement des négociations menant à l'Entente finale.

11.2.2 Les questions faisant l'objet de négociation et les documents connexes seront confidentiels à moins que les parties n'en conviennent autrement.

11.2.3 Au terme des négociations, le projet d'Entente finale sera publié en inuittitut, en français et en anglais, et des exemplaires seront distribués dans les foyers du Nunavik. Des exemplaires seront expédiés aux groupes autochtones qui ont des droits sur le Territoire prévus dans la CBJNQ et la CNEQ. Des exemplaires seront également accessibles à la population en général sur demande.

11.2.4 Les parties veilleront à ce que leurs équipes de négociation soient disponibles pour effectuer les travaux de suivi nécessaires, comprenant notamment les tâches suivantes :

- communiquer et expliquer l'Entente finale aux résidents et aux organisations du Nunavik ainsi qu'aux gouvernements du Québec et du Canada;
- fournir l'information et l'aide qui pourraient être requises par les négociateurs pendant le processus de ratification.

12. RATIFICATION ET SANCTION

12.1 La présente Entente de principe sera approuvée par les parties de la façon suivante :

- la Société Makivik approuvera cette Entente de principe par une résolution de son conseil d'administration;
- après que l'Entente de principe ait été approuvée par la Société Makivik, le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information prendra les mesures pour soumettre cette entente à l'approbation du gouvernement du Québec;
- après que l'Entente de principe ait été approuvée par la Société Makivik, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits prendra les mesures pour soumettre cette entente à l'approbation du gouvernement du Canada.

- 12.2 une fois l'Entente approuvée par les parties, le président de la Société Makivik, le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, et le ministre fédéral des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits procéderont à sa signature.
- 12.3 L'Entente finale sera assujettie au processus de ratification suivant :
- l'Entente finale sera soumise à l'approbation des résidents du Nunavik au moyen d'un référendum à être organisé avec l'aide et suivant les conseils du Directeur général des élections du Québec, sous réserve qu'un mandat lui soit confié à cet effet par l'Assemblée nationale du Québec.
 - une fois l'Entente finale approuvée par les résidents du Nunavik :
 - le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information prendra les mesures immédiates pour soumettre l'Entente finale à l'approbation du gouvernement du Québec et,
 - le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits prendra les mesures immédiates pour soumettre l'Entente finale à l'approbation du gouvernement du Canada.

13. MODIFICATION

L'Entente finale prévoira un mécanisme de modification.

14. INTERPRÉTATION

- 14.1 L'Entente de principe, l'Entente finale ainsi que toute entente découlant de l'Entente finale ne constituent pas une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- 14.2 La fusion des institutions n'aura pas pour effet de modifier la protection constitutionnelle qui serait accordée, le cas échéant, aux droits des Inuits dans la CBJNQ.
- 14.3 L'Entente de principe et l'Entente finale ne doivent pas être considérées comme ayant l'effet d'une abrogation, d'une dérogation, d'une négation ou d'une reconnaissance d'un droit ancestral ou d'un droit issu de traité.

- 14.4 L'Entente de principe n'impose pas d'obligations juridiques ayant force exécutoire pour les parties. Toute obligation juridique sera établie dans l'Entente finale. La négociation de l'Entente finale sera basée sur le texte de cette Entente de principe.
- 14.5 Le préambule fait partie intégrante de la présente.
- 14.6 L'Entente de principe et l'Entente finale seront rédigées en inuttitut, français et anglais. Toutefois, les versions française et anglaise feront autorité.

15. FIN OU SUSPENSION

Après la signature de l'Entente de principe, une partie peut mettre fin ou suspendre les négociations de l'Entente finale en avisant, pour cause, par un écrit motivé les autres parties.

16. MÉCANISME DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS

Dans la mesure du possible, les parties éviteront le recours au système judiciaire pour l'interprétation et la mise en œuvre de l'Entente finale. À cet effet, les parties prévoiront un mécanisme de résolution des différends dont les modalités seront déterminées à l'Entente finale.

ደንበኞች ለግብርና ልማት

ገጽ

የግብርና ልማት	5
የግብርና ልማት I - ግብርና ልማት ግብር	
6	
1. የግብርና ልማት ልማት	6
2. ግብር	7
3. ግብርና ልማት ልማት	8
4. የግብርና ልማት ልማት	10
የግብርና ልማት II - ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	
11	
5. የግብርና ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	11
5.1 ግብር / ግብር ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	11
5.2 የግብርና ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	11
6. ልማት ልማት ልማት	12
6.1 ልማት ልማት ልማት	12
6.2 ልማት ልማት ልማት	12
6.3 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	14
6.4 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	15
6.5 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	16
6.6 የግብርና ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	17
7. ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	18
8. የግብርና ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	19
8.1 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	19
8.2 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	19
8.3 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	19
8.4 ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት ልማት	19

AGREEMENT-IN-PRINCIPLE CONCERNING
THE AMALGAMATION OF CERTAIN PUBLIC INSTITUTIONS
AND CREATION OF THE NUNAVIK REGIONAL GOVERNMENT

AGREEMENT-IN-PRINCIPLE CONCERNING
THE AMALGAMATION OF CERTAIN PUBLIC INSTITUTIONS
AND CREATION OF THE NUNAVIK REGIONAL GOVERNMENT

Between **Makivik Corporation**, a corporation duly incorporated under Section 2 of the *Act respecting the Makivik Corporation* (R.S.Q., Chapter S-18.1), represented by its President,

Hereinafter referred to as “Makivik”

And The **Gouvernement du Québec**, represented by the ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

Hereinafter referred to as “Québec”

And The **Government of Canada**, represented by the Minister of Indian Affairs and Northern Development and Federal Interlocutor for Metis and non-Status Indians,

Hereinafter referred to as “Canada”

TABLE OF CONTENTS

	Page
PREAMBLE	5
PART I-PRINCIPLES AND OBJECTIVES	6
1. Definitions	6
2. Objectives	8
3. Overriding principles	8
4. Negotiation process	11
PART II - GENERAL FUNCTION AND STRUCTURE OF THE NUNAVIK REGIONAL GOVERNMENT	12
5. Amalgamation of public institutions	12
5.1 Scope of the amalgamation	12
5.2 Implications of the amalgamation	12
6. Nunavik Regional Government	13
6.1 Structure	13
6.2 Nunavik Assembly	14
6.3 Executive Council	16
6.4 Advisory Councils	17
6.5 Bilateral Committee concerning the Naskapi Area	18
6.6 Administration	20
7. Powers, responsibilities and legal status of the Nunavik Regional Government	21
8. Relations with governments, First Nations and Inuit	22
8.1 With the Gouvernement du Québec	22

8.2	With the Government of Canada and provincial and territorial governments in Canada	23
8.3	With Makivik Corporation	23
8.4	With neighbouring First Nations and Inuit of neighbouring regions of Canada	23
PART III - FINANCING		24
9.	Financing	24
PART IV - IMPLEMENTATION AND TRANSITION		26
10.	Implementation and transition	26
10.1	General parameters	26
10.2	Implementation plan	27
10.3	Transition Committee	27
10.4	Amalgamation	28
PART V - GENERAL PROVISIONS		29
11.	Consultation and Communication strategy	29
11.1	Consultation strategy after the Agreement-in-Principle and before the Final Agreement	29
11.2	Communication strategy after the Agreement-in-Principle and before the Final Agreement	29
12.	Ratification and endorsement	30
13.	Amendment	31
14.	Interpretation	31
15.	Termination or suspension	32
16.	Dispute resolution mechanism	32
SIGNATORIES		

PREAMBLE

Whereas negotiations undertaken by the Gouvernement du Québec to conclude this Agreement-in-Principle are in keeping with overtures it made in past years on many occasions to discuss self-government in Nunavik, notably as articulated at the 1983 Parliamentary Commission on Aboriginal matters held in the Assemblée nationale du Québec;

Whereas the Government of Canada has participated in previous discussions on the creation of a new form of government in Nunavik, in keeping with its Aboriginal Self-Government Policy, is prepared to negotiate towards an agreement for the creation of such a government;

Whereas Makivik Corporation, Québec and Canada recognize that it will first be necessary to amalgamate three of the existing public institutions into a single body, and to create a new form of government in Nunavik;

Whereas Makivik Corporation, Québec and Canada signed during the summer of 2003 the *“Negotiation Framework Agreement on the amalgamation of certain public institutions and the creation of a new form of government in Nunavik”* in order to establish a formal process for negotiating, as a first phase, an Agreement-in-Principle and a Final Agreement on the amalgamation of Kativik Regional Government, Kativik School Board, Nunavik Regional Board of Health and Social Services including their boards and councils, and all of their powers, responsibilities, roles, functions, authorities, assets, liabilities, obligations, resources, and privileges, into a single Unified Entity in Nunavik.

Therefore, the Parties agree to the following:

PART I

PRINCIPLES AND OBJECTIVES

1. DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement-in-Principle, the Parties agree that the term:

“Administration” means the public services of the Nunavik Regional Government;

“Agreement-in-Principle” means this agreement which aims at preparing the amalgamation of certain existing public institutions and the creation of a Nunavik Regional Government. It also aims at identifying the principles of financial transfers and of new funding regimes pursuant to which the Parties shall negotiate the Final Agreement;

“Complementary Agreement” or “Complementary Agreements” means an agreement or agreements to amend the James Bay and Northern Québec Agreement;

“Amalgamation Date” means the date identified in Québec legislation on which the KRG, KSB, and NRBHSS cease to exist and are replaced by the Nunavik Regional Government in accordance to an Act of Québec;

“Executive Council” means the elected body composed of five members responsible for the Administration of the Nunavik Regional Government;

“Final Agreement” means the final version of an agreement between the Parties, based on this Agreement-in-Principle and which is to develop in detail the amalgamation of certain existing public institutions, the creation of a Nunavik Regional Government. It also aims at laying the groundwork which will serve for the negotiation of a Supplementary Agreement;

“Framework Agreement” means the agreement entitled “Negotiation Framework Agreement on the amalgamation of certain public institutions and the creation of a new form of government in Nunavik”, between the Makivik Corporation, the Gouvernement du Québec and the Government of Canada, on a process leading to this Agreement-in-Principle and a Final Agreement, and subsequently, to a Supplementary Agreement;

“Implementation Plan” means the plan, which sets out the tasks, responsibilities, time frames, and costs associated with the implementation of the Final Agreement;

“JBNQA” means the James Bay and Northern Québec Agreement;

“KRDC” means Katujjiniq Regional Development Council constituted under Part III of the *Companies Act* (R.S.Q., Chapter C-38) pursuant, under its original name, “Kativik Regional Development Council”, to Section 23 of the JBNQA;

“KRG” means Kativik Regional Government constituted under Section 239 of an *Act respecting the Northern Villages and the Kativik Regional Government* (R.S.Q., Chapter V-6.1) pursuant to Section 13 of the JBNQA;

“KSB” means Kativik School Board constituted under Section 602 of an *Education Act for Cree, Inuit and Naskapi native persons* (R.S.Q., Chapter I-14) pursuant to Section 17 of the JBNQA;

“NEQA” means the Northeastern Québec Agreement;

“NRBHSS” means Nunavik Regional Board of Health and Social Services constituted under Section 530.25 of an *Act respecting health services and social services* (R.S.Q., Chapter S-4.2) replacing the former Kativik Regional Council of Health and Social Services which had been created under Section 15 of the JBNQA;

“Nunavik Assembly” means the elected body of the Nunavik Regional Government;

“Nunavik Regional Government” means the single body that will be established following the amalgamation of KRG, KSB, NRBHSS and the creation of a new form of government. This body includes the Nunavik Assembly, the Executive Council and Administration;

“Supplementary Agreement” means a complementary agreement to the Final Agreement which could provide for new powers to the Nunavik Regional Government within the areas under its responsibility, which could be inspired, totally or partially, by the recommendations in the publication entitled “Let Us Share” coming from the works of the Nunavik Commission;

“Territory” or “Nunavik” means for the purpose of this Agreement the part of Québec territory located North of the 55th parallel of latitude except Category 1A lands and 1B lands of the Cree of Great Whale, as defined in the JBNQA and including Category 1B-N lands of the Naskapi, as defined in the NEQA.

2. OBJECTIVES

- 2.1 The objective of the Agreement-in-Principle is to set out the principles to prepare the amalgamation of certain existing public institutions into one unified entity and the creation of the Nunavik Regional Government.
- 2.2 The objective of the Final Agreement will be to develop in detail the amalgamation of certain existing public institutions into a single unified entity, to establish the Nunavik Regional Government, and to lay the groundwork for negotiations of a Supplementary Agreement.
- 2.3 The objective of the amalgamation will be to simplify and make more efficient the spending of public funds, and, wherever possible, to reduce costs, to improve and enhance the administrative operations and the delivery of services.
- 2.4 The objective of the Supplementary Agreement will be to provide, as the case may be, new powers to the Nunavik Regional Government as it could be defined in such agreement and which could be inspired, totally or partially, by the recommendations in the publication entitled “Let Us Share” coming from the works of the Nunavik Commission.

3. OVERRIDING PRINCIPLES

- 3.1 The Final Agreement and the Supplementary Agreement shall be consistent with and provide, among others, for the following principles:
 - 3.1.1 The Nunavik Regional Government shall be a public institution for all Nunavik residents, notably regarding the access to services and the eligibility for positions and responsibilities.
 - 3.1.2 The Canadian Charter of Rights and Freedoms (Constitution Act of 1982, Part 1) and the Charter of Human Rights and Freedom (R.S.Q., Chapter C-12) shall apply to the Nunavik Regional Government.
 - 3.1.3 The Nunavik Regional Government shall come under the jurisdiction of the Assemblée nationale du Québec and shall be established following amendments to the JBNQA and to the Québec legislation.

- 3.1.4 The Nunavik Regional Government shall respect the authority of the Assemblée nationale du Québec, and of the Parliament of Canada in federal matters. Nothing shall be prejudicial to the presence of the institutions of the Gouvernement du Québec and the Government of Canada on the Territory, except if otherwise provided for in the Final Agreement and the Supplementary Agreement.
- 3.1.5 The creation of a new form of government in Nunavik shall be implemented within the current legal and economic reality of Québec and Canada, and can also be liberal in approach and innovative in nature, to address the notion of a new form of government under the jurisdiction of the Assemblée nationale du Québec.
- 3.1.6 The functioning of the Nunavik Regional Government shall include transparency rules and accountability mechanisms that are consistent with section 3.1.4. In that sense, the Nunavik Regional Government shall be accountable to the relevant ministers of Québec.
- 3.1.7 Taking into account the financial resources of the Gouvernement du Québec and the Government of Canada, the Nunavik Regional Government shall maintain and strive to improve the general quality and level of the existing public services provided to the Nunavik population. To that extent, the Administration of the Nunavik Regional Government shall be designed to maintain such quality and level.
- 3.1.8 Nothing in the Final Agreement shall modify or shall be interpreted in such a way as modifying the land, natural resources, wildlife and environment regimes established under the JBNQA and the NEQA.
- 3.1.9 Any amendment to the JBNQA for the purposes of establishing the Nunavik Regional Government shall be accomplished by a complementary agreement or agreements to the JBNQA; the modified provisions shall be retained as part of the JBNQA.
- 3.1.10 Except when provided in the Final Agreement, any amendment to the JBNQA for the purpose of establishing the Nunavik Regional Government shall not affect or prejudice or shall be interpreted in such a way of affecting, modifying or prejudicing the rights, privileges and benefits of the Inuit under the JBNQA.

3.1.11 The Final Agreement shall not affect the Gouvernement du Québec or Government of Canada programs, services, funding or initiatives or undertakings which apply, or would normally apply to Nunavik residents and organizations, subject however to the criteria established from time to time for the application of such programs and general parliamentary approval of such programs and funding.

3.1.12 Nothing in the Final Agreement, in any Supplementary Agreement and in any amendment to the JBNQA flowing from the Final Agreement or a Supplementary Agreement or the purposes of establishing the Nunavik Regional Government, shall affect, modify or prejudice or shall be interpreted as affecting, modifying or prejudicing:

a) any of the rights, privileges and benefits of the Cree under the JBNQA or under any other agreement or undertaking to which the government of Québec or Canada is a party;

b) any of the jurisdiction, authorities and responsibilities of the Cree Regional Authority, the Cree School Board, the Cree Board of Health and Social Services of James Bay, any Cree band, any other Cree local government or any Cree entity contemplated by the JBNQA.

In addition, nothing shall prejudice the rights, privileges and advantages set out in the preceding paragraphs or shall be interpreted as amending or affecting them.

3.1.13 Nothing in the Final Agreement, in any Supplementary Agreement and in any amendment of the JBNQA or the NEQA flowing from the Final Agreement or a Supplementary Agreement for the purpose of establishing the Nunavik Regional Government shall affect, modify or prejudice, and shall not be interpreted as affecting, modifying or prejudicing the rights, privileges and benefits of the Naskapi under the JBNQA and the NEQA or under any other agreement or undertaking to which the government of Québec or Canada is a party.

3.1.14 Except when otherwise provided for in the Final Agreement, the latter shall not modify or prejudice, and shall not be interpreted in a way of modifying or prejudicing, the rights and obligations of the third parties as set out in the JBNQA and the NEQA.

3.1.15 Nothing in the Final Agreement shall limit or shall be interpreted in a way of limiting, the scope or subject matter of a Supplementary Agreement.

3.1.16 Nothing in the Final Agreement shall prejudice, or shall be interpreted in a way of prejudicing legal status, rights or obligations of Makivik Corporation.

- 3.1.17 Except when otherwise provided in the Final Agreement, the Nunavik Regional Government shall exercise the legislative powers of KRG, KSB and NRBHSS.
- 3.1.18 Laws of Québec and Canada shall continue to apply over the entire Territory.
- 3.1.19 Nothing in the Final Agreement shall modify, and shall be interpreted in a way of modifying, the distribution of legislative powers provided for in the *Constitution Act of 1867*.
- 3.1.20 Nothing in the Final Agreement shall modify, and shall be interpreted in a way of modifying, the roles and powers of the *Assemblée nationale du Québec*.
- 3.1.21 The languages used in the Nunavik Regional Government shall be in keeping with the existing laws, legal rights and obligations that are applicable to KRG, KSB or NRBHSS.
- 3.1.22 The Administration of the Nunavik Regional Government shall be designed in such a way to preserve as much as possible the expertise and abilities of KRG, KSB and NRBHSS.

4. NEGOTIATION PROCESS

- 4.1 In addition to the negotiations that led to this Agreement-In-Principle, the first phase of the negotiation process shall consist of the negotiations for the conclusion of the Final Agreement as well as negotiations, consultation or discussions, as the case may be, concerning any related matters or agreements, notably implementation matters, legislative amendments and the necessary financial arrangements.
- 4.2 The second phase of the negotiation process shall begin as soon as possible after the Amalgamation Date. This second phase shall concern the negotiation of the Supplementary Agreement provided for in Section 2.4.

PART II

GENERAL FUNCTION AND STRUCTURE OF THE NUNAVIK REGIONAL GOVERNMENT

5. AMALGAMATION OF PUBLIC INSTITUTIONS

5.1 Scope of the amalgamation

5.1.1 The Kativik Regional Government (KRG), the Kativik School Board (KSB) and the Nunavik Regional Board of Health and Social Services (NRBHSS) shall be amalgamated in order to establish the Nunavik Regional Government.

5.1.2 The amalgamation of KRG, KSB and NRBHSS shall be realized at a time provided for by an Act of Québec in order to implement a Complementary Agreement or Complementary Agreements to the JBNQA.

5.1.3 The Nunavik Regional Government shall be the successor entity to the KRG, KSB and NRBHSS, and it shall exclusively assume, over the Territory, all the powers, responsibilities, roles, functions, assets, liabilities, jurisdiction, obligations and resources of KRG, KSB and NRBHSS.

5.1.4 Except where otherwise provided for in the Final Agreement, all ordinances, by-laws, regulations, decisions, administrative procedures of KRG, KSB, and NRBHSS shall remain in effect unless otherwise modified or rescinded by the Nunavik Regional Government or by the Transition Committee provided for in Section 10.3.1.

5.2 Implications of the amalgamation

5.2.1 Nothing in the Final Agreement shall prejudice, and shall be interpreted in a way of prejudicing, the legal status of the following institutions:

- the Northern Villages (NVs);
- the Hospital Corporations of Tulattavik and Inuulitsivik;
- the Local Education Committees;
- the Kativik Municipal Housing Bureau (KMHB);
- the Katutjinik Regional Development Council (KRDC).

Unless otherwise provided for in the Final Agreement, the administrative and structural relationship which exists between the legal institutions listed above and the Nunavik Regional Government shall be of a similar nature as the relationship that existed between these institutions and KRG, KSB and NRBHSS before the amalgamation.

The relationship between the Nunavik Regional Government and the above listed institutions shall be determined in the Final Agreement.

5.2.2 The following institutions shall, subject to their approval, be consulted as Special Advisory Bodies to the Nunavik Assembly:

- Avataq Cultural Institute;
- Taqramiut Nipingat Inc.;
- Saputiit Youth Association of Nunavik;
- Local Education Committees.

5.2.3 The Special Advisory Bodies may provide advice in their respective field of expertise to the Nunavik Assembly, the Nunavik Regional Government, and the Executive Council, for the subject matters related to each of these bodies.

The Special Advisory Bodies shall also have the power and privilege of an Advisory Council as provided for in Section 6.4.1 to 6.4.6 inclusive.

6. NUNAVIK REGIONAL GOVERNMENT

6.1 Structure

The Nunavik Regional Government shall be composed of:

- elected representatives constituting the Nunavik Assembly, where decisions are made;
- elected representatives, constituting the Executive Council, who are also members of the Nunavik Assembly, and whose function is to execute the decisions of the Nunavik Assembly;
- an Administration regrouping the administrations of the amalgamated organizations, that falls under the Executive Council.

6.2 Nunavik Assembly

6.2.1 The Nunavik Assembly shall replace the Regional Council of KRG, the Board of Commissioners of KSB and the Board of Directors of NRBHSS.

The Nunavik Assembly shall assume all their powers, responsibilities, functions, mandates, authorities, privileges, duties, assets and liabilities.

6.2.2 The Nunavik Assembly shall consist of at least 21 members, composed as follows:

- a representative from electoral districts for each of Nunavik's communities, elected by the voters of each district;
- an additional representative for each electoral district with a population of over 2,000, elected by the residents of such district;
- five representatives who will sit on the Executive Council and who will be elected by all the voters of the Territory;
- one representative from the Naskapi.

6.2.3 Notwithstanding sections 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 and 6.2.7, the Chief of the Naskapi Nation is ex-officio the representative of the Naskapi Nation to the Nunavik Assembly.

6.2.4 The rules and procedures required for the initial election of the Nunavik Assembly shall be set out in the Final Agreement on a proposal to be made by the Directeur général des élections du Québec and shall include, inter alia, the following topics:

- description of electoral districts;
- regulations governing eligibility of voters;
- regulations governing eligibility of candidates;
- electoral list;
- organization and process for voting;
- rules concerning financing of electoral campaign and control of electoral expenses;
- rules on contesting an election and on eventual infractions;
- rules in the event of equal number of votes;
- rules on voters temporarily outside of the Territory;
- rules on advanced polling.

- 6.2.5 The initial election of the Nunavik Assembly shall take place prior to the Amalgamation Date, in a manner provided for in the Final Agreement.
- 6.2.6 Elections shall be subject to rules and standards recognized by Québec. Until otherwise decided by the Nunavik Assembly, general elections for members of the Nunavik Assembly shall be held every three years.
- There shall be a by-election to fill any vacancy that may occur, if more than six months remain before the date of the next general election.
- 6.2.7 The first general election for members of the Nunavik Assembly shall be organized with the support and advice of the Directeur général des élections du Québec subject to being mandated by the Assemblée nationale du Québec.
- 6.2.8 The Nunavik Assembly shall sit at least four times a year at the offices of the Nunavik Regional Government, or in any municipality in Nunavik of its choosing, and the first session of the Nunavik Assembly shall take place within one month following the Amalgamation Date.
- 6.2.9 All sessions of the Nunavik Assembly shall be public.
- 6.2.10 The quorum for a session of the Nunavik Assembly, while in session, shall consist of a majority of the members of the Executive Council, and at least 50% of the members elected by electoral districts.
- All decisions shall be made by majority vote.
- 6.2.11 The Nunavik Assembly may establish permanent or temporary committees.
- 6.2.12 Following its election, the Nunavik Assembly shall select from its members an individual who will assume the role and responsibilities of the Speaker of the Nunavik Assembly. Such role and responsibilities shall be described in the Final Agreement. Members elected for positions on the Executive Council shall not be eligible to fill the position of the Speaker of the Nunavik Assembly.

6.3 Executive Council

6.3.1 The Executive Council shall implement the decisions of the Nunavik Assembly and shall manage the affairs of the Nunavik Regional Government. In particular, it shall be responsible for taking steps specifically to ensure that all expenditures of the Nunavik Regional Government are directly related to the budget decision of the Nunavik Assembly, and to make sure that the necessary funds are available to cover the expenditures. In addition to the functions to be determined in the Final Agreement, the Executive Council shall replace the Executive Committees of KRG, KSB and NRBHSS.

6.3.2 The Executive Council shall consist of the five elected members.

These elected persons shall also be members of the Nunavik Assembly.

One of these five members shall be elected specifically as the Leader of the Executive Council.

The members of the Executive Council shall be elected in the following manner:

- the person obtaining the greatest number of votes of the candidates running specifically for the position of Leader of the Executive Council;
- the top four persons obtaining the greatest number of votes of the candidates running for the other positions on the Executive Council.

6.3.3 The members of the Executive Council shall be sworn in at the first session of the Nunavik Assembly.

6.3.4 At the session of the Nunavik Assembly following an election, the Speaker of the Nunavik Assembly shall acknowledge the member elected as the Leader of the Executive Council and invite this person to make a recommendation for assignment of the duties, titles and responsibility of one or more departments of the Administration to the members of the Executive Council.

More than one area of responsibility may be assigned to any member of the Executive Council, and the Leader of the Executive Council may also assign himself or herself areas of responsibility.

Each member of the Executive Council is responsible for one or more departments of the Administration. The Leader is responsible for the Secretariat general.

6.3.5 The recommendation referred to in Section 6.3.4 shall be adopted and come into force by decision of the Nunavik Assembly.

In the event that a recommendation is rejected by the Nunavik Assembly, the Leader of the Executive Council shall be entitled to resubmit a new recommendation following the same procedure.

- 6.3.6 The Leader of the Executive Council shall be able to, from time to time, make a recommendation to reassign duties and responsibilities among the members of the Executive Council. Such a recommendation shall be approved and come into force by decision of the Nunavik Assembly.
- 6.3.7 In the case of a vacancy in any of the positions of the Executive Council, the Leader of the Executive Council shall be able to make a recommendation for the selection of a temporary replacement from among the other members of the Nunavik Assembly for a period not exceeding six months or until the vacancy is filled through a by-election. Such a recommendation shall be approved and come into force by decision of the Nunavik Assembly.
- 6.3.8 The quorum for a meeting of the Executive Council shall consist of at least a majority of its members, and shall include the Leader of the Executive Council and all decisions shall be made by majority vote.
- 6.3.9 The Executive Council shall set the agenda for the sessions of the Nunavik Assembly.
- 6.3.10 The members of the Executive Council shall be entitled to introduce business to, and respond to questions and debates in, the Nunavik Assembly for matters coming under their area of responsibility.
- 6.3.11 The Leader of the Executive Council shall call, chair and set the agenda of meetings of the Executive Council.
- 6.3.12 Positions on the Executive Council shall be full-time for the duration of their mandate and shall be outlined in accordance with guidelines to be developed as part of the Implementation Plan.

6.4 Advisory Councils

- 6.4.1 The following Advisory Councils shall be established and maintained for at least a three-year period following the creation of the Nunavik Assembly:
- Advisory Council on Health and Social Services;
 - Advisory Council on Education;
 - Advisory Council on Social Housing;

- Advisory Council on Elders.

The Advisory Councils will fall under the Nunavik Assembly.

- 6.4.2 Upon request of the Nunavik Assembly, the Advisory Councils may consider, examine any questions brought to their attention and may make inquiries and recommendations to that extent.
- 6.4.3 The Advisory Councils shall officially submit their questions or recommendations to the Nunavik Assembly.
- 6.4.4 Each Advisory Council shall meet at least twice a year. Its role and functions shall be outlined in the Final Agreement.
- 6.4.5 The members of the Advisory Councils shall designate a president and decide on their internal rules and procedures. The quorum for a meeting of any Advisory Council shall be 60% of its members. Moreover, any decision of an Advisory Council shall be made by a majority vote.
- 6.4.6 After the three-year period following the creation of the Nunavik Assembly, the duration and mandate of Advisory Councils may be extended, modified or terminated at the discretion of the Nunavik Assembly. Their structure, purpose, rules, and procedures can be revised at the discretion of the Nunavik Assembly.

6.5 Bilateral Committee concerning the Naskapi Area

- 6.5.1 A permanent committee, to be known as "Bilateral Committee", may be established in the Final Agreement.

This Committee may consider certain matters relating to the portion of the territory located north of the 55th parallel of the Naskapi area of primary interest, as referred to in Section 27 of Schedule 4 of Complementary Agreement no. 1 of the JBNQA, such part to be known as "Naskapi Area".

- 6.5.2 The Bilateral Committee may be composed of three members appointed by the Nunavik Regional Government and three members appointed by Naskapi Nation of Kawawachikamach and a chairperson appointed by Québec, and who is acceptable to both the Nunavik Regional Government and the Naskapi Nation of Kawawachikamach.

- 6.5.3 Members of the Bilateral Committee may be appointed and replaced from time to time at the discretion of the appointing party.
- 6.5.4 Quorum of the Bilateral Committee should be at least 50% of its members, and equal members appointed by the Nunavik Regional Government and the Naskapi Nation of Kawawachikamach, and decisions of this committee should be made by majority vote.
- 6.5.5 The Final Agreement should provide in detail for the ability of the Bilateral Committee:
- to review and intervene in regional plans and decisions of the Nunavik Regional Government regarding matters of a similar nature as those identified in the *Act respecting the Northern Villages and the Kativik Regional Government* (R.S.Q., Chapter V-6.1), such as environment, resources and land use management, and
 - to make recommendations, in consultation with the Nunavik Regional Government on place names to the Commission de toponymie du Québec concerning the Naskapi Area.
- 6.5.6 The Bilateral Committee may choose to hold its meetings at the offices of the Nunavik Regional Government or the office of the Naskapi Nation of Kawawachikamach.
- 6.5.7 Expenses relating to the Bilateral Committee should be subject to further discussions and any agreement shall be part of the Final Agreement.
- 6.5.8 The Parties shall invite the Naskapi Nation of Kawawachikamach to participate in a joint Working Committee to:
- discuss the matters identified in section 6.5,
 - discuss the relevance, scope and nature of the role of, and possible selection process for the Naskapi representative on the Nunavik Assembly,
 - to seek the views of the Naskapi on the scope and objectives of the negotiations leading to a Final Agreement and to any supplementary agreements.

6.6 Administration

6.6.1 General parameters

6.6.1.1 The Administration of the Nunavik Regional Government shall replace the administrations of KRG, KSB and NRBHSS.

6.6.1.2 Managers, senior officers and staff holding positions of KRG, KSB and NRBHSS will be involved in developing recommendations for the organization of the Administration of the Nunavik Regional Government.

6.6.2 Departments

6.6.2.1 The Administration of the Nunavik Regional Government shall include the following departments:

- The Department of Health and Social Services which shall include the administrative structure of NRBHSS except its central administration;
- The Department of Education which shall include the administrative structure of KSB except its central administration;
- The Department of Local and Regional Affairs which shall include the administrative structure of KRG except its central administration;
- The Department of Central Administration and Finances, which shall group together the administration of human, financial and material resources of KRG, KSB and NRBHSS;
- The Secretariat General responsible for administrative support to the Executive Council and, under its authority, for administrative support to the Nunavik Assembly, for liaison and coordination between departments, for legal affairs, Clerk's Office, relations with governments and circumpolar affairs;
- The Treasury Secretariat which shall support the Executive Council for the preparation of the budget and for its respect during the year, and shall advise the Executive Council in the decisions it may take concerning management of financial resources and any budgetary reorientation during the year.

6.6.2.2 Subject to its powers, the Nunavik Regional Government may determine the internal structure and scope of activities, operations and responsibilities of the departments and the Secretariat General.

However, the departments shall remain as they are described in section 6.6.2.1 for a period of one year following the Amalgamation Date.

6.6.3 Senior management

6.6.3.1 The Nunavik Regional Government shall establish a position known as the Secretary General, under the authority of the Executive Council, hereinafter referred to as the “Secretary General”.

6.6.3.2 Except where otherwise provided for in the Final Agreement, the Secretary General shall assume all legal obligations or duties vested in the most senior managerial positions of KRC, KSB and NRBHSS, and shall have the authority to delegate any of these legal obligations and duties to the appropriate Director General. Moreover, the Secretary General shall be in charge of the Secretariat General.

6.6.3.3 The Secretary General shall appoint a Director General responsible for each Department of the Nunavik Regional Government.

6.6.4 Principal operating elements of the financial framework

6.6.4.1 The fiscal year of the Nunavik Regional Government shall extend from April 1st to March 31st of each year.

6.6.4.2 Subject to the harmonization, the Nunavik Regional Government shall have the financial components, undertakings and processes of KRC, KSB and NRBHSS, including notably budget, financial statements, auditing, surpluses and deficits, liabilities and assets. The Final Agreement shall detail these harmonized provisions.

6.6.4.3 The Nunavik Regional Government shall be accountable to the residents of Nunavik in accordance with accountability principles and practices generally accepted in the public sector in Québec.

7. POWERS, RESPONSIBILITIES AND LEGAL STATUS OF THE NUNAVIK REGIONAL GOVERNMENT

7.1 All the existing powers and responsibilities of KRC, KSB and NRBHSS shall be transferred to the Nunavik Regional Government, and these powers and responsibilities shall be detailed in the Final Agreement.

7.2 The Nunavik Regional Government shall be a legal entity with all legal capacities of a person of public Law. It shall notably:

- negotiate and sign contracts, enter into agreements or any form of understanding;
- own, acquire, lease or alienate any immovable, property, equipment or goods;
- collect funds, issue obligations, make investments and expenses and contract loans;
- sue and be sued in any case and before any court.

7.3 The Parties shall determine, if any, in the Final Agreement the privileges and immunities that apply to the Nunavik Assembly and that shall be based on privileges and immunities that currently exist in the public organizations of Nunavik.

7.4 Collective Agreements

7.4.1 Subject to section 7.4.2, the Nunavik Regional Government shall assume responsibility for negotiating the collective agreements binding KRG, KSB and NRBHSS.

7.4.2 Subject to applicable Québec laws and policies, the negotiation of province-wide collective labour agreements applicable to employees of the Nunavik Regional Government covered by such agreements that are normally concluded by the Gouvernement du Québec or appropriate authorities, shall remain the responsibility of the Gouvernement du Québec or the appropriate authorities. New arrangements for a greater role of the Nunavik Regional Government may be developed, with the full involvement of Québec and the unions concerned.

7.4.3 Rights and obligations of the Nunavik Regional Government as an employer will have to be defined in the Final Agreement and certain laws may be modified accordingly.

8. RELATIONS WITH GOVERNMENTS, FIRST NATIONS AND INUIT

8.1 Relations with the Gouvernement du Québec

8.1.1 A minister of the Gouvernement du Québec shall be responsible for the general relationship between the Nunavik Regional Government and the Gouvernement du Québec.

8.1.2 The Nunavik Regional Government shall also maintain a relationship similar to the one that KRG, KSB and NRBHSS have with ministers of the Gouvernement du Québec for matters within their respective fields of jurisdiction.

8.2 Relations with the Government of Canada and provincial and territorial governments in Canada

Agreements between the Nunavik Regional Government and the Government of Canada and provincial and territorial governments in Canada shall be made in accordance with the existing intergovernmental mechanisms to be identified in the Final Agreement, in accordance with Section 3.1.3.

8.3 Relations with Makivik Corporation

The existing relationship between Makivik Corporation and KRG, KSB and NRBHSS shall be maintained between Makivik and the Nunavik Regional Government.

8.4 Relations with First Nations and Inuit of neighbouring regions of Canada

8.4.1 The Nunavik Regional Government may enter into discussions with organizations of First Nations and Inuit of neighbouring regions of Canada on matters of common interest.

8.4.2 Concerning the Cree Nation:

a) The consent of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Regional Authority shall be needed for any changes to the Nunavik Regional Government applying in or affecting Cree Category II lands under the meaning of the JBNQA located north of the 55th parallel.

b) The Parties shall consult with the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Regional Authority on the terms of the Final Agreement and of any Supplementary Agreement prior to concluding any such agreement.

c) The Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Regional Authority shall be consulted by the Nunavik Regional Government prior to designating or modifying any place names with the area North of the 55th parallel and in which the Crees have harvesting rights, interest or privileges.

PART III

FINANCING

9. FINANCING

- 9.1 The Nunavik Regional Government, the Gouvernement du Québec and the Government of Canada shall work co-operatively toward reaching the objective of introducing new funding regimes suited to the Nunavik Regional Government and, where appropriate, the development of block funding agreements for recurrent programs and services.
- 9.2 The introduction of the new funding regimes shall include all existing financial transfer agreements and arrangements with KRG, KSB and NRBHSS at the time of amalgamation, including all services in kind such as personnel, training or material presently offered by the Gouvernement du Québec and/or the Government of Canada.
- 9.3 After the Amalgamation Date, the Gouvernement du Québec and the Government of Canada will direct all the financial transfers concerning KRG, KSB and NRBHSS to the Nunavik Regional Government, except the transfers mentioned in Section 9.4. The financial transfers from the Government of Canada for education transferred directly to the Government of Québec shall continue according to the JBNQA and taking into account section 9.6.
- 9.4 The financial transfers from the Government of Canada for housing transferred directly to the Gouvernement du Québec shall continue to apply according to the existing agreements and taking into account section 9.6. Federal and provincial funding included in tripartite agreements shall continue in keeping with the spirit of the existing agreements and taking into account section 9.6.
- 9.5 Financial transfers associated with the operation, administration and function of the Boards and Councils and the executive bodies of KRG, KSB and NRBHSS shall be consolidated to finance the cost of the administrative and executive structure of the Nunavik Regional Government.
- 9.6 Any economies of scale achieved through the creation of the Nunavik Regional Government should be used to improve the funding of the services offered to the population.

- 9.7 The amounts of funding required for the purpose of introducing the new funding regimes are subject to the appropriation of funds by the Assemblée nationale du Québec and the Parliament of Canada for federal matters.
- 9.8 Financial transfer agreements shall include program and service delivery standards, objectives and accountability provisions to the Gouvernement du Québec and the Government of Canada for funds provided.
- 9.9 The financial transfers associated with KRG shall, subject to the appropriate funding agreements and legal requirements, be used exclusively to finance the operations and administration of, and the delivery of services provided by the Department of Local and Regional Affairs. The foregoing shall not prejudice the discretionary power of the Nunavik Regional Government to make decisions within the spirit of this Agreement-in-Principle.
- 9.10 The financial transfers that are associated with KSB shall, subject to the appropriate funding agreements and legal requirements, be used exclusively to finance the operations and administration of, and the delivery of services provided by the Department of Education. The foregoing shall not prejudice the discretionary power of the Nunavik Regional Government to make decisions within the spirit of this Agreement-in-Principle.
- 9.11 The financial transfers associated with NRBHSS shall, subject to the appropriate funding agreements and legal requirements, be used exclusively to finance the operations and administration of, and the delivery of services provided by the Department of Health and Social Services. The foregoing shall not prejudice the discretionary power of the Nunavik Regional Government to make decisions within the spirit of this Agreement-in-Principle.
- 9.12 The Final Agreement shall set out a mechanism to review funding regimes periodically.

PART IV

IMPLEMENTATION AND TRANSITION

10. IMPLEMENTATION AND TRANSITION

10.1 General parameters

10.1.1 The implementation and the transition are meant to produce an orderly amalgamation of KRG, KSB and NRBHSS into the Nunavik Regional Government by setting out the tasks, responsibilities, time frames, the costs and economies of scale associated with the implementation of the Final Agreement.

10.1.2 A committee shall be established in order to facilitate the implementation and the transition, hereinafter referred to as the "Transition Committee".

10.1.3 An implementation plan shall be developed and agreed to by the Parties.

10.1.4 Any amendment to the JBNQA shall be made, to the extent possible, in one comprehensive Complementary Agreement.

10.1.5 Immediately following the execution of the Agreement-in-Principle, the Parties shall undertake to develop a Complementary Agreement to the JBNQA and shall work towards developing material to facilitate the elaboration of the necessary legislation.

10.1.6 Following the signing of the Final Agreement, Québec undertakes to submit to the Assemblée nationale du Québec the legislation establishing the Transition Committee and the Nunavik Regional Government.

All Acts of Québec concerning KRG, KSB and NRBHSS shall be amended accordingly.

10.1.7 The Nunavik Regional Government shall respect the existing collective agreements. The Nunavik Regional Government shall also respect the existing union accreditations for a transitory period of which duration shall be determined in the Final Agreement.

However, the working conditions of the employees of the General Secretariat shall be determined by the Nunavik Regional Government in a process to be identified in the Final Agreement.

10.2 Implementation plan

10.2.1 The Implementation Plan referred to in section 10.1.3 shall notably include:

- identification and description of start-up/transition and ongoing activities required to implement the Final Agreement and for the creation of the Nunavik Regional Government;
- the time frame required to complete each activity, taking into account that some activities will have to be completed prior to the Amalgamation Date;
- the roles and responsibilities of each party;
- estimated costs for start-up/transition and ongoing activities, including remuneration of members of the Nunavik Assembly;
- training strategy;
- identification of financing options and a forecast of costs over time;
- identification of economies of scale and other sources of economies related to the amalgamation;
- a transitional budget including transition costs and economies;
- a process for the harmonization of the working conditions;
- any other task related to the implementation of the Final Agreement required by the main negotiation table.

10.2.2 The Implementation Plan shall be attached to, but shall not form part of the Final Agreement.

10.3 Transition Committee

10.3.1 The Transition Committee shall be created by an Act of Québec which shall provide notably for its powers, responsibilities and duration of its mandate.

10.3.2 Québec shall appoint the members of the Transition Committee upon recommendations from the Parties.

10.3.3 The Transition Committee is to participate, together with the managers and employees of KRG, KSB and NRBHSS, in the establishment of the conditions most conducive to facilitating the transition from these existing organizations to the Nunavik Regional Government.

10.4 Amalgamation

- 10.4.1 On the Amalgamation Date, KRG, KSB and NRBHSS shall formally cease to exist and shall be replaced by the Nunavik Regional Government.
- 10.4.2 Immediately following the Amalgamation Date and in continuation with the work of the Transition Committee, the Secretary General shall establish a Transition Directorate with a mandate to advise the Nunavik Assembly and the Executive Council through the Transition Period. The Transition Directorate shall be a temporary administrative unit composed of managers responsible for the various administrative support services. It shall make detailed recommendations within three months for the amalgamation and harmonization of their respective operations, functions, policies, procedures, personnel and other resources. To that effect, the Transition Directorate shall work closely with the Gouvernement du Québec and the Government of Canada.
- 10.4.3 The Secretary General shall be *ex-officio* a member of the Transition Directorate.
- 10.4.4 The Transition Directorate shall submit its recommendations to the Secretary General, who shall table them with the Executive Council and submit them for consideration and decision at the next session of the Nunavik Assembly.
- 10.4.5 In the event that the Transition Directorate fails to submit a detailed set of recommendations, the Secretary General shall develop, or cause to develop the necessary recommendations, and shall submit them as required following the same procedure.
- 10.4.6 After the Amalgamation Date, the Nunavik Regional Government shall take over the responsibilities and powers of the Transition Committee, and the Transition Directorate shall complete the transition activities.

PART V

GENERAL PROVISIONS

11. CONSULTATION AND COMMUNICATION STRATEGY

11.1 Consultation strategy after the Agreement-in-Principle and before the Final Agreement

11.1.1 It shall be the responsibility of the Parties to keep informed their principal and internal authorities on the status of the negotiations, and to consult them on matters under negotiation.

11.1.2 The Parties shall co-ordinate with one another as regards the general approach and timing of their respective initiatives and activities in relation to section 11.1.1.

11.1.3 The Parties agree to jointly respond to inquiries from Aboriginal and non-Aboriginal groups or organizations that may express an interest in the nature and status of negotiations leading to the Final Agreement.

11.1.4 The Parties shall jointly communicate the nature and status of the negotiations leading to the Final Agreement to Aboriginal groups having rights, as set out in the JBNQA and the NEQA, in the Territory described in this Agreement-in-Principle, and the Parties shall maintain a joint mechanism, which may include technical meetings, to seek the views of these Aboriginal groups.

11.1.5 In addition to section 11.1.4, the Parties shall jointly communicate the information relevant to the scope and objectives of the first phase of the negotiations leading to the Final Agreement to the Grand Council of the Cree Nation.

11.2 Communication strategy after the Agreement-in-Principle and before the Final Agreement

11.2.1 The Parties agree to develop and maintain an ongoing information process for the public and interested organizations in Nunavik and, if necessary, in Québec or Canada. More specifically, the Parties agree:

- to make joint public statements or issue joint news releases about the nature and status of the negotiations leading to the Final Agreement;

- to jointly prepare and for distribution, if needed, material and information about the nature and status of the negotiations leading to the Final Agreement.

11.2.2 Negotiation matters and related documents shall be confidential, unless otherwise agreed to by the Parties.

11.2.3 When negotiations are concluded, the draft Final Agreement shall be published in Inuttitut, French and English, and copies shall be distributed to Nunavik households. Copies of the document shall be sent to Aboriginal groups having rights in the Territory as set out in the JBNQA and the NEQA, and copies will also be made available to the general public upon request.

11.2.4 The Parties shall make their negotiating teams available to assist with the necessary follow-up work, including, but not limited to:

- communicating and explaining the Final Agreement to the residents and organizations of Nunavik and to the governments of Québec and Canada;
- providing information and assistance that may be required from the negotiators during the ratification process.

12. RATIFICATION AND ENDORSEMENT

12.1 This Agreement-in-Principle shall be subject to ratification in the following manner:

- Makivik shall approve this Agreement-in-Principle by way of a resolution of its Board of Directors;
- When the Agreement-in-Principle is approved by Makivik, the ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information shall take measures to submit this agreement for the approval by the Gouvernement du Québec;
- When the Agreement-in-Principle is approved by Makivik, the Minister of Indian Affairs and Northern Development and Federal Interlocutor for Metis and non-Status Indians shall take measures to submit this agreement for approval by the Government of Canada.

12.2 Once the Parties have ratified it, the President of Makivik Corporation, the ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information and the Minister of Indian Affairs and Northern Development and Interlocutor for Metis and non-Status Indians shall proceed with the signing of the Agreement-in-Principle.

12.3 The Final Agreement shall be subject to the following ratification process:

The Final Agreement shall be submitted for the approval of the residents of Nunavik by way of a referendum to be organized with the support and advice of the Directeur général des élections du Québec subject to being mandated by the Assemblée nationale du Québec ;

– When the Final Agreement is approved by the residents of Nunavik:

- the ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information shall take immediate measures to submit the Final Agreement for the approval by the Gouvernement du Québec and,
- the Minister of Indian Affairs and Northern Development and Federal Interlocutor for Metis and non-Status Indians shall take immediate measures to submit the Final Agreement for approval by the Government of Canada.

13. AMENDMENT

The Final Agreement shall provide for an amendment process.

14. INTERPRETATION

14.1 This Agreement-in-Principle, the Final Agreement and any agreement from the Final Agreement do not constitute an agreement or treaty within the meaning of Section 35 of the *Constitution Act of 1982*.

14.2 The amalgamation of the organizations shall not alter the constitutional protection that would be granted, if any, to the related rights of the Inuit contained in the JBNQA.

14.3 This Agreement-in-Principle and the Final Agreement should not be interpreted as abrogating, derogating, negating or recognizing an Aboriginal or Treaty Right.

14.4 This Agreement-in-Principle does not create any legal obligations binding on the Parties. Any legal obligations will be set out in the Final Agreement. The negotiation of the Final Agreement shall be based on the text of this Agreement-in-Principle.

14.5 The preamble is an integral part of this Agreement-in-Principle.

14.6 The Agreement-in-Principle and the Final Agreement shall be written in *Inuttitut*, in French and in English. However, the French and English versions shall be the authoritative versions.

15. TERMINATION OR SUSPENSION

After the signing of the Agreement-in-Principle, a party may terminate or suspend the negotiations of the Final Agreement, for cause, by giving the other Parties written notice of its intention.

16. DISPUTE RESOLUTION MECHANISM

Generally, the Parties will endeavour to avoid recourse to the judicial system for the purposes of the interpretation and implementation of the Final Agreement. To that extent, the Parties shall provide for a dispute resolution mechanism to be included in the Final Agreement.

